

**21^{ème} REUNION ORDINAIRE DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DU
30 MARS 2026 DE LA BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE**

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a tenu sa vingt et unième session ordinaire le lundi 30 mars 2026, sous la présidence de Elhadj Mohamed Lamine CONTE, 1er Vice-Gouverneur, représentant Dr Karamo KABA, Gouverneur de la BCRG, Président du Comité de Politique Monétaire.

Au cours de cette session, le Comité a analysé les évolutions récentes de l'environnement économique mondial et national, ainsi que les perspectives et les risques qui en découlent.

Dans un contexte international marqué par la persistance des incertitudes économiques et géopolitiques, la croissance mondiale a évolué de manière différenciée. Elle est restée relativement stable aux États-Unis, où elle s'est établie à 2,2 % en glissement annuel au dernier trimestre 2025, tandis qu'elle a légèrement ralenti dans la zone euro, ressortant à 1,3 %.

Cette dynamique contrastée s'est observée également dans les économies émergentes, où la croissance a ralenti en Chine pour s'établir à 4,5 %, alors qu'elle est demeurée robuste en Inde, atteignant 7,8 %. En Afrique subsaharienne, l'activité économique est restée globalement stable, notamment en Afrique du Sud (1,8 %) et au Nigéria (4,0 %).

En ce qui concerne les marchés des matières premières, leur évolution a enregistré une baisse, l'indice de la Banque Mondiale reculant de 8,7 % en glissement annuel.

Toutefois, les cours des principaux produits miniers exportés par la Guinée ont évolué à la hausse, au cours de la période sous revue, en particulier l'aluminium, le minerai de fer et l'or.

Malgré les tensions géopolitiques, l'inflation est restée maîtrisée dans les économies avancées. Aux États-Unis, elle a reculé pour se situer à 2,7 % en décembre 2025, contre 3,0 % en septembre. Dans la zone euro, elle s'est établie à 1,9 % en décembre 2025.

Dans ce contexte, les banques centrales ont maintenu une orientation accommodante de leurs politiques monétaires afin de soutenir l'activité économique.

Dans le prolongement de ces évolutions internationales, l'économie nationale a affiché une dynamique favorable. La croissance est estimée à 6,8 % au quatrième trimestre 2025, contre 6,6 % au trimestre précédent, soutenue par la demande intérieure.

Cette dynamique s'est accompagnée d'une évolution du niveau général des prix, l'inflation en glissement annuel poursuivant sa tendance haussière pour atteindre 3,9 % en décembre 2025 et 4,4 % en janvier 2026.

La masse monétaire a progressé de 38,1 % en glissement annuel pour s'établir à GNF 94 081,3 milliards à fin décembre 2025, reflétant la hausse des avoirs extérieurs nets. Parallèlement, les crédits au secteur privé ont progressé de 8,9 % pour atteindre

30/03/2026

GNF 24 729 milliards, principalement en faveur des secteurs du commerce, de l'industrie manufacturière et des transports.

Les conditions monétaires ont été ainsi marquées par une légère détente des taux d'intérêt, le taux débiteur moyen s'établissant à 14 %, tandis que le taux créditeur sur les comptes d'épargne a reculé à 2,95 %. Dans le même temps, la liquidité bancaire s'est accrue, atteignant GNF 23 862,3 milliards, sous l'effet de l'augmentation des réserves excédentaires.

Sur le marché des changes, le franc guinéen s'est déprécié par rapport au dollar américain de 1,1 % sur le marché officiel et de 1,6 % sur le marché des bureaux de change agréés.

Sur le plan budgétaire, le déficit, dons inclus, s'est creusé, s'établissant à 6,4 % du PIB au quatrième trimestre 2025, en lien avec l'accroissement plus important des dépenses publiques que celui des recettes.

S'agissant du secteur extérieur, le compte des transactions courantes a enregistré un excédent de USD 926,2 millions. Parallèlement, les réserves de change ont atteint USD 3,7 milliards à fin décembre 2025, correspondant à 3,4 mois d'importations de biens et services.

Au regard de ces évolutions, les perspectives macroéconomiques nationales demeurent favorables. Selon les projections de la Banque Centrale, la croissance économique devrait atteindre 6,5 % au premier trimestre 2026, soutenue par les secteurs secondaire et tertiaire. L'inflation est projetée à 4,48 % au premier trimestre 2026 et à 4,46 % au deuxième trimestre 2026.

De même, les réserves de change devraient se renforcer pour atteindre 4,1 mois d'importations de biens et de services au premier trimestre 2026 ; 4,3 mois au deuxième trimestre et 4,4 mois au troisième trimestre 2026.

Toutefois, ces perspectives demeurent entourées de risques importants. Au niveau externe, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient pourraient accentuer la volatilité des prix des matières premières et perturber l'approvisionnement mondial. Au niveau interne, les risques portent principalement sur le renchérissement des importations, l'augmentation des dépenses publiques liées aux échéances électorales, ainsi que les contraintes de disponibilité de billets de banque susceptibles d'affecter l'activité économique.

Cependant, plusieurs facteurs pourraient contribuer à atténuer ces risques, notamment un éventuel apaisement des tensions géopolitiques au niveau international. Au niveau national, ces facteurs portent, entre autres, sur le renforcement des recettes d'exportation, l'amélioration de la logistique portuaire, la poursuite des efforts de stabilisation du taux de change, et l'amélioration de la notation souveraine.

Tenant compte de l'ensemble de ces éléments, le Comité a décidé d'assouplir les conditions monétaires, en baissant de 25 points de base le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires. Ainsi, le taux directeur est fixé à 9,50 % et le coefficient des réserves obligatoires à 11,50 %.

Fait à Conakry, le 30 mars 2026

P/Le Président du Comité de Politique Monétaire/PO



El.Hadj Mohamed Lamine Conté